Louise Michel (1830-1905)

Une vie d'engagements

Sylvie Boulvain ▪ Juillet 2019

Surtout connue comme égérie de la Commune, militante de la cause féminine et propagandiste de l'anarchisme, qui était vraiment Louise Michel et quels en sont les engagements qui résonnent encore aujourd'hui ? Cette courte biographie tente de répondre à ces interrogations.

CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE
ANDRÉ GENOT
rue de Namur 47 • 5000 Beez
T. 081/26 51 52 • F. 081/26 51 51
cepag@cepag.be • www.cepag.be

Les premières années

Louise Michel naît en 1830 au château Vroncourt-la-Côte en Haute-Marne, fille naturelle d'une servante illettrée, Marianne Michel, et probablement de Laurent Demahis, fils du châtelain qui est aussi le maire du village. Elle est élevée par ses grands-parents paternels soucieux d'éveiller sa curiosité, son intérêt pour la lecture et la poésie, tout en lui donnant une éducation influencée par Voltaire et les Lumières, tandis qu'elle est nourrie de religiosité chrétienne du côté de sa famille maternelle. Elle fréquente aussi de l'école du village. Dans ses mémoires, elle raconte avoir éprouvé très tôt un sentiment de révolte devant les conditions de vie des paysans et leur fatalisme. Elle n'hésite d'ailleurs pas à voler de l'argent ou de la nourriture dans les modestes réserves de ses grands-parents pour aider les pauvres. Elle se rêve poète et envoie dès 1850 ses écrits à son idole, Victor Hugo, qui l'encourage à persévérer.

L'institutrice en Haute-Marne

Après le décès de ses grands-parents paternels, elle se retrouve seule avec sa mère et très peu de ressources. Ayant éconduit deux prétendants et renoncé à entrer au couvent comme elle en avait eu brièvement l'intention, elle est désormais obligée de travailler. Elle suit alors des cours pour obtenir le « brevet de capacité », ce qui lui permet d'enseigner comme sous-maîtresse (ou institutrice) dès 1852. Son refus de prêter serment à l'Empire conformément à ses convictions républicaines lui ferme les portes de l'enseignement communal. Devenue institutrice privée, elle crée successivement plusieurs écoles « libres » en Haute-Marne où elle fait chanter quotidiennement la Marseillaise à ses élèves. Elle utilise une pédagogie novatrice et active qui exclut les châtiments et suscite la curiosité des enfants, grâce notamment aux observations de terrain et aux expériences. Ses élèves bénéficient de sorties dans la nature, de la présence d'animaux à l'école, d'une herboristerie, d'un petit musée géologique, d'un terrarium et d'un jardin et ont même l'occasion de jouer dans les pièces de théâtre qu'elle compose à leur intention.

L'installation à Paris

Elle s'établit en 1856 dans la capitale où elle enseigne comme sous-maîtresse au sein du pensionnat de Mme Vollier, avant d'acheter en 1865 un externat rue des Cloys à Montmartre grâce aux biens hérités de ses grands-parents paternels. En 1868, elle le ferme pour ouvrir une école rue Oudot, toujours dans le XVIIIe arrondissement où ses élèves bénéficient d'une grande liberté.

Parallèlement à son travail d'enseignante, elle publie en 1861, à compte d'auteur, sa première brochure, *Lueurs dans l'ombre. Plus d'idiots, plus de fous*, demandant l'amélioration du sort de ces derniers grâce à une pédagogie et des thérapies adaptées. Fidèle à la poésie, elle devient en 1862 sociétaire de l'Union des poètes, association de promotion des talents poétiques.

Soucieuse d'enrichir sa propre instruction, elle suit également avec d'autres institutrices, des étudiants et des autodidactes, hommes et femmes, des cours d'éducation populaire organisés par des républicains, rue Hautefeuille, et destinés à la préparation du baccalauréat, épreuve qu'une première femme Julie Daubié venait de réussir le 17 août 1861 : « une rage de savoir nous tenait ». Entrainée par un de leurs professeurs, elle enseigne à son tour le dessin, la littérature et la géographie ancienne dans une école professionnelle gratuite, rue Thévenot. En 1869, elle rejoint la *Ligue du Droit des femmes* qui s'y réunissait, avec notamment André Léo[1], Maria Deraisme[2] et Louise Boissonet, l'épouse du député Jules Simon, revendiquant dans un manifeste l'accès pour les femmes à l'enseignement secondaire, le droit au travail et l'égalité des salaires. La même année, Louise Michel devient secrétaire de la *Société démocratique de moralisation* qui a pour but d'aider les ouvrières à vivre de leur travail sans devoir recourir à la prostitution. Proche du groupe de *La Libre Pensée* qui vise à affranchir l'esprit humain des superstitions et des doctrines irrationnelles, elle sympathise lors des réunions avec des journalistes blanquistes[3]. Elle aurait aussi adhéré à l'Association Internationale des Travailleurs.

Le 12 janvier 1870, vêtue en homme et armée d'un poignard, elle fait partie de la foule de plus de 100 000 Parisiens qui assistent, dans un climat insurrectionnel contre l'Empire, aux funérailles de Victor Noir, journaliste républicain assassiné par un cousin de l'empereur Napoléon III. La révolution tant souhaitée n'a pas lieu mais Louise Michel s'habillera désormais de noir en signe de deuil. En pleine guerre franco-prussienne, elle manifeste, le 15 août 1870, pour obtenir la libération de militants blanquistes puis est chargée, avec Adèle Esquiros[4] et André Léo, de présenter la pétition demandant leur grâce au gouverneur de Paris, le général Trochu.

L'empereur Napoléon III abdique le 2 septembre suite à la défaite de Sedan et la république est proclamée deux jours plus tard. Le 18 septembre, Louise Michel réclame, avec d'autres femmes, des armes à l'hôtel de ville en vue d'aider la ville de Strasbourg à résister. Le lendemain, les armées prussiennes encerclent Paris. Tout en continuant à instruire les 200 fillettes de son école rue Oudot avec l'aide d'une sous-maîtresse, elle ouvre aussi un asile pour de plus jeunes enfants dont les parents, venant de la campagne, s'étaient réfugiés à Paris avant le siège. Clémenceau, maire de l'arrondissement de Montmartre, lui vient en aide pour les nourrir dans cette période de grande restriction. Elle intègre la *Société de Secours aux victimes de la guerre*, présidée par Mme Jules Simon, pour lesquelles elle se dépense sans compter. Louise Michel fait aussi partie des deux *Comités de vigilance du 18e arrondissement* : de celui des femmes à vocation essentiellement charitable, qu'elle préside dès novembre 1870, et mais surtout de celui des hommes, politique et révolutionnaire. Le soir elle conduit les réunions réservées aux femmes du *Club de la Révolution*. Le 1er décembre 1870, elle est arrêtée pour la première fois suite à sa participation à une manifestation de femmes et incarcérée deux jours. Apprenant la nouvelle, Victor Hugo avec qui elle était restée en correspondance depuis toutes ces années écrit au préfet pour faire libérer celle que les autorités commencent à considérer comme une meneuse.

---

[1] Pseudonyme de Léonide Champseix, née Béra (1832-1900), romancière, militante des droits des femmes (« La femme esclave ne peut élever que des esclaves »). Pendant la Commune, elle milite dans l'*Union des Femmes* et fonde le journal *La Sociale*.

[2] Femme de lettres (1828-1894), journaliste, elle donne de 1866 à 1870 de nombreuses conférences sur l'émancipation féminine et sur la libre pensée.

[3] Adeptes de la doctrine du révolutionnaire français de sensibilité communiste, Auguste Blanqui (1805-1881), dont la devise était : « Le devoir d'un révolutionnaire, c'est la lutte toujours, la lutte quand même, la lutte jusqu'à extinction ». Cf. http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24369

[4] Née Adèle Battanchon (1819-1886), institutrice et poétesse, elle est à l'origine de plusieurs journaux féministes.

Le 22 janvier 1871, revêtue de l'uniforme masculin de la garde nationale, elle fait partie de la foule rassemblée devant l'hôtel de ville qui s'oppose au défaitisme du gouvernement et elle n'hésite pas à tirer, mettant à profit ses entrainements dans les baraques foraines. L'armistice est pourtant signé le 28 janvier et l'assemblée nationale élue suite aux élections du 8 février entérine les préliminaires de paix le 2 mars suivant.

La Commune de Paris

Réfugié à Versailles avec son gouvernement, le 10 mars, par crainte du climat insurrectionnel de la capitale, aggravé par des mesures impopulaires comme la fin du moratoire sur les loyers et la suppression de l'indemnité des gardes nationaux[5], Adolphe Thiers, chef du pouvoir exécutif, entend également récupérer les canons pourtant financés par une souscription des Parisiens pour défendre Paris contre les armées prussiennes et prudemment déplacés sur la butte Montmartre par le Comité central de la garde nationale. Présente avec le *Comité de vigilance du 18e arrondissement*, Louise Michel, ainsi que de nombreuses autres femmes, s'opposent le 18 mars 1871 aux soldats qui finalement refusent de tirer sur la foule. Deux généraux sont eux fusillés par les rebelles. La Commune, en référence au gouvernement révolutionnaire né de la prise de la bastille en 1789, est officiellement proclamée le 28 mars peu après des élections municipales au suffrage universel masculin qui ont élu 92 représentants.

La Commune imagine une nouvelle forme d'État avec des mesures sociales très avancées, par exemple l'instauration de l'instruction gratuite, laïque et obligatoire ainsi que la création d'un enseignement technique pour les garçons comme pour les filles, l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes, l'officialisation de l'union libre, la séparation de l'Église et de l'État et la confiscation des biens ecclésiastiques, le contrôle et la révocation des élus, des mesures pour protéger les locataires, les travailleurs comme les chômeurs et les sans-abris, l'attribution des entreprises délaissées par leur propriétaire aux ouvriers et aux ouvrières en cogestion, l'égalité entre les enfants qu'ils soient légitimes ou naturels, l'interdiction des jeux de hasard et de la prostitution. Cette parenthèse révolutionnaire de seulement 72 jours constitue la révolution prolétaire française la plus authentique et a marqué durablement par ses idées le mouvement ouvrier. Rappelons que dans notre pays, c'est la commémoration du 15e anniversaire en 1886 qui a déclenché les émeutes et des grèves à Liège puis en Wallonie à l'origine d'un embryon de législation sociale.

En tant qu'institutrice, Louise Michel s'investit particulièrement dans la réforme de l'école dans le but de faire des enfants de futurs citoyens responsables, présentant au gouvernement communard une nouvelle méthode pédagogique, fruit de son expérience, tout demandant la création d'écoles laïques.

Elle est une des rares femmes de la Commune à avoir été combattante tout en s'impliquant aussi dans la fonction, plus traditionnellement féminine, d'ambulancière. Elle réussit même à unir ces

[5] Soit 180 000 volontaires armés issus de la petite bourgeoisie et du monde ouvrier chargés d'assurer la défense de Paris assiégé.

deux contraires : révolution et charité. « C'est d'ailleurs par charité qu'elle exige la Révolution[6]. » Son rôle politique semble par contre avoir été fort modeste quoi qu'elle en dira lors de son procès. L'armée française entre dans Paris le 21 mai 1871, ce qui marque le début de la « Semaine sanglante ». Les combats sont acharnés, faisant environ 4 000 morts, surtout du côté des communards, sans compter les 20 000 à 35 000 insurgés, parmi lesquels des femmes et des enfants, froidement exécutés et près de 50 000 prisonniers dont Louise Michelle, qui après avoir miraculeusement échappé aux balles pendant les batailles sur les barricades, s'est rendue pour faire libérer sa mère menacée d'être fusillée à sa place.

Le 28 juin 1871, lors de son premier interrogatoire devant le conseil de guerre, elle minimise plutôt son rôle, avouant seulement son rôle d'ambulancière, tout en reconnaissant avoir été membre de différentes associations et présidé le *Club de la Révolution*.

Incarcérée, elle devient « écrivain public », rédigeant de nombreuses lettres à la place de ses compagnes, tout en composant des poèmes sur la Commune. En écrivant aux journaux et en sollicitant ses connaissances, notamment Victor Hugo et Mme Jules Simon, dont le mari est désormais ministre de l'Instruction publique, elle tente aussi vainement d'empêcher l'exécution de Théophile Ferré, l'un des meneurs de l'insurrection, dont elle est secrètement amoureuse.

Le procès

C'est son attitude pendant son procès qui la rendra célèbre. Désespérée par l'exécution de Théophile Ferré, elle comparait le 17 décembre 1871 devant le conseil de guerre telle une tragédienne, toute vêtue et voilée de noir. Elle refuse l'aide d'un avocat commis d'office et s'accuse de tout, exagérant même son rôle politique, avouant avoir combattu avec des armes lors de plusieurs batailles, participé à l'incendie de Paris ainsi qu'à toutes les séances de l'Hôtel de Ville et fait partie de l'Internationale. Elle réclame pour elle la peine de mort : « Puisqu'il me semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part, moi ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance… » Finalement condamnée à la déportation à vie dans une enceinte fortifiée, elle refuse catégoriquement de faire appel. Impressionné par son courage, Victor Hugo lui dédie un poème, *Viro Major* (plus grande qu'un homme), où il célèbre ses qualités : « héroïsme, vertu, oubli de soi, dévouement aux autres, bonté, fierté populaire et colère[7] ». Ce texte ainsi que les nombreux articles de presse qui la comparent notamment à la révolutionnaire liégeoise Théroigne de Méricourt (1762-1817) contribueront à faire d'elle une incarnation et une martyre de la Commune. Après sa détention dans la prison d'Auberive où elle écrit des contes pour enfants, elle est envoyée en Nouvelle-Calédonie en 1873, faisant ainsi partie des 25 femmes sur les 4 500 communards déportés.

[6] Edith THOMAS, *Louise Michel ou la Velléda de l'anarchie*, Paris, 1971, p. 95.
[7] Sidonie VERHAEGHE, *De la Commune de Paris au Panthéon (1871-2013) : Célébrité, postérité et mémoires de Louise Michel. Sociologie historique de la circulation d'une figure politique*, Thèse en Science politique défendue en 2016 à l'Université de Lille 2, p. 76.

La détention en Nouvelle-Calédonie

Depuis sa prison, elle prépare son voyage comme une véritable expédition scientifique en collaboration avec la *Société de Géographie* et celle d'*Acclimatation*, promettant d'envoyer ses observations sur le climat et sur les plantes indigènes potentiellement comestibles. Ses mémoires contiennent d'ailleurs de longues descriptions lyriques sur la faune et la flore locales. Pendant la traversée, elle est convertie à l'anarchisme par la communarde Nathalie Lemel[8], ancienne dirigeante de l'*Union des Femmes pour la défense de Paris*[9]. Elle versifie également avec le journaliste Henri Rochefort qui devient un de ses plus fidèles amis et l'aidera financièrement pendant une grande partie de son existence tout en la soutenant dans ses articles. En empathie avec les Algériens déportés après les insurrections de 1871 en Kabylie, elle s'insurge contre le colonialisme, s'intéresse à la culture et aux langues canaques auxquelles elle consacre un glossaire. Sur base d'échanges avec un Canaque bilingue, elle entreprend de publier dès 1875 certains contes oraux dans un journal local destiné aux communards déportés, contes qui feront l'objet d'une version plus longue lors de leur édition en France en 1885 sous le titre « Légendes et chants de gestes canaques ». Projetant d'éduquer les autochtones pour qu'ils puissent s'opposer à la colonisation, elle ouvre une école hebdomadaire pour les enfants canaques, initiative d'ailleurs rapidement interdite par les autorités françaises. Contrairement à presque tous les autres déportés favorables aux Blancs et particulièrement à ceux qui participèrent à la répression contre remise de peine, elle soutient la révolte canaque de 1878, allant jusqu'à apprendre aux insurgés comment couper les fils du télégraphe pour interrompre les communications. Symboliquement, elle leur offre d'ailleurs la moitié de son écharpe rouge sauvée de la Commune. Après avoir passé cinq ans sur la presqu'île Ducos en régime de semi-liberté, elle est autorisée à s'établir comme institutrice à Nouméa. La semaine elle enseigne aux enfants des colons français, le dimanche elle se consacre aux Canaques pour lesquels elle adapte ses méthodes pédagogiques. Son obsession est d'être utile : « on ne fait pas six mille lieues pour ne rien voir et n'être utile à rien. » En 1879, elle recommande certains déportés plus fragiles à Clémenceau comme à Victor Hugo pour solliciter leur grâce, tandis qu'elle va jusqu'à écrire au Président de la République pour lui demander d'ignorer les pétitions pour sa propre grâce pourtant signées par plus de 8 000 personnes, attendant l'amnistie générale qui interviendra finalement le 11 juillet 1880.

Le retour en France

Son arrivée en France le 9 novembre 1880 fut triomphale, le comité d'accueil à la gare Saint-Lazare comptant de 3 000 à 20 000 personnes dont des personnalités socialistes comme Clémenceau et Rochefort. Tout à la fois héroïne de la Commune, symbole de la révolution sociale, porte drapeau

[8] Née Nathalie Duval (1826-1921), relieuse, membre de la *Première Internationale* en 1866, elle figure parmi les fondateurs du restaurant coopératif *La Marmite* en 1868 destiné à procurer des aliments bon marché aux ouvriers.
[9] Section féminine française de l'*Internationale* constituée pendant la Commune en avril 1871 par Nathalie Lemel et une amie de Karl Marx, Élizabeth Dmitrieff, qui outre l'assistance à l'action des communards entend réorganiser le travail grâce au modèle coopératif, en diversifiant les tâches pour limiter les gestes répétitifs, tout en diminuant le temps de travail et en supprimant la concurrence entre les sexes grâce à l'égalité salariale.

de l'anarchisme, défenseuse des droits des femmes, elle est désormais une célébrité politique et une propagandiste constamment surveillées par les mouchards de la police, régulièrement caricaturée par une presse qui la hait ou l'encense selon son positionnement politique et l'affuble de divers surnoms : « louve de la Commune », « pétroleuse[10] », « Vierge rouge », « Jeanne d'Arc du drapeau noir », « amazone anarchiste » ou « sœur de la Charité laïque ». Jusqu'à son décès en 1905, elle enchaîne les prises de paroles, au moins 500, lors de conférences, réunions, meetings, enterrements, hors des périodes d'incarcération soit environ quatre ans, prêchant la révolution et l'avènement de l'anarchie. Elle est invitée par des comités organisateurs qui couvrent tout l'espace de l'extrême gauche et militent dans différents domaines : Libre-Pensée, comités ouvriers, groupes anarchistes, droits des femmes, comité central révolutionnaire blanquiste, associations d'anciens combattants de la Commune… Infatigablement, elle parcourt la France et se rend aussi à l'étranger, notamment aux Pays-Bas, à Londres où elle résidera de nombreuses années, en Espagne, en Belgique où elle est interdite de conférences en 1882 suite aux manifestations hostiles qu'elle suscite, et où elle sera même expulsée en 1897, puis en Algérie à la fin de sa vie Parallèlement, elle publie aussi des textes dans plusieurs journaux socialistes.

Lors des obsèques de Blanqui début 1881, elle prononce également son éloge funèbre, faisant jurer à la foule de continuer le combat. Lorsque le musée Grévin ouvre ses portes en 1882, la statue de Louise Michel y est exposée dans son activité conférencière. Lors de son incarcération l'année suivante, la scénographie s'adapte et elle est déplacée dans les souterrains, seulement visible par le guichet de la porte.

En effet, elle a été arrêtée en mars 1883 suite à sa participation à une manifestation d'ouvriers réclamant du travail et du pain au cours de laquelle des boulangeries ont été saccagées. D'abord incarcérée à Saint-Lazare, elle reçoit des visites, obtient la permission du juge d'aller voir plusieurs fois sa vieille mère qui n'a jamais compris ses opinions révolutionnaires et son athéisme. Jugeant la société coupable, elle affirme l'innocence de ses codétenues, leur distribue ses colis et se passionne pour leur argot. Devant les Assises, elle refuse de nouveau l'intervention d'un avocat, se posant en porte-parole de toutes femmes et dénonçant le procès politique fait à l'anarchie. Condamnée à six ans de réclusion, elle doit purger sa peine à la prison de Clermont-de-l'Oise au grand dam du directeur de Saint-Lazare en raison de sa bonne influence sur les autres détenues qui la surnommaient la « Bonne Louise ». Ses conditions de vie sont désormais plus difficiles, mais elle finira aussi par susciter l'admiration du directeur en raison de sa conduite et de son affection pour sa mère à qui elle obtient la permission de rendre quelques visites et finalement d'être auprès d'elle quand elle décède le 3 janvier 1885. Désespérée par cette perte, Louise Michel refuse toute grâce sollicitée par ses amis et demande en vain d'être renvoyée auprès des Canaques pour honorer sa promesse d'y fonder une école. De retour à la prison de Saint-Lazare, elle étudie le russe et l'anglais tout en travaillant à ses *Mémoires* qui seront publiés en 1886. Elle y décrit son enfance et sa jeunesse comme prélude à son parcours révolutionnaire, passant sous silence sa piété d'alors ainsi que d'anciennes opinions royalistes. Suite à une grâce présidentielle qu'elle refuse, demandant de nouveau l'amnistie pour tous, elle sera libérée de prison contre son gré le 8 janvier 1886. Le 22 janvier 1888, blessée à la tête par les tirs d'un opposant lors d'une réunion publique au Havre, elle refuse de porter plainte et réclame sa libération. Suite à son intervention, il sera finalement déclaré irresponsable et acquitté.

[10] Pétroleuses : nom donné aux femmes qui auraient allumé des incendies pendant la Commune en employant du pétrole. Par extension, nom donné aux suffragettes, aux femmes membres d'un syndicat, d'une association, ou d'un parti qui manifeste son militantisme avec passion.

Séjour en Angleterre

Menacée d'internement par les autorités françaises, elle se réfugie à Londres en 1890 où elle retrouve d'autres exilés dont son bienfaiteur et ami Rochefort ainsi que Kropotkine, théoricien de l'anarchisme. Elle ouvre une école internationale à Londres destinée aux enfants de réfugiés et de proscrits politiques, inspirée de la méthode de l'anarchiste Bakounine : la liberté doit prendre le pas sur l'autorité « pour former des hommes libres pleins de respect pour la liberté des autres »[11]. On y enseigne les langues (français, anglais, allemand), la musique, le dessin, la couture et la gravure. De nouveau, Louise Michel n'hésite pas à prendre la plume et à solliciter son réseau pour procurer aux anarchistes exilés de quoi vivre ainsi que de bons avocats pour les défendre si nécessaire. En 1894, elle publie et illustre un recueil de ses poèmes, expurgé toutefois des poèmes d'inspiration catholique et monarchiste de sa jeunesse, tout en travaillant à son livre sur l'histoire de la Commune qui sera finalement publié en 1898. À partir de novembre 1895, elle revient régulièrement en France et est accueillie gare Saint-Lazare par ses sympathisants estimés de 1 000 à 20 000, reprenant ses conférences de manière intensive sur différents thèmes qui lui tiennent à cœur : contre la peine de mort, contre la prostitution, contre les religions, contre l'éducation religieuse et pour l'union libre. Le 27 juillet 1896, elle assiste à Londres au Congrès international socialiste qui consomme la rupture entre les socialistes et les anarchistes qui en sont exclus. Elle partage désormais son temps entre Londres et Paris.

Epuisée, elle décède d'une congestion pulmonaire à Marseille le 9 janvier 1905 au retour d'une tournée de conférences en Algérie. Ses obsèques à Paris sont suivies par une foule importante de 10 000 à 120 000 personnes.

Que retenir aujourd'hui de la vie de Louise Michel ?

Personnalité généreuse, ardente et intrépide, militante passionnée, sincère et infatigable, Louise Michel a passé sa vie à combattre toutes les injustices, à défendre l'opprimé quel qu'il soit et à œuvrer pour un monde meilleur. Dès son procès fin 1871, elle devient l'incarnation de la Commune de Paris dont elle perpétuera la mémoire pendant tout le reste de sa vie par ses écrits et ses innombrables interventions orales, ne cessant d'inciter les vivants au soulèvement pour venger leurs prédécesseurs massacrés. Elle a indéniablement marqué le cours de l'Histoire et des mouvements de gauches.

En toutes circonstances, elle fera preuve d'une grande curiosité intellectuelle et du besoin d'enrichir sa culture, puis de partager ses connaissances en enseignant grâce à des méthodes originales et adaptées à ses élèves, qu'ils soient enfants ou adultes, français ou colonisés, dans un but d'émancipation. Elle pourrait donc être considérée comme une précurseuse de l'Éducation permanente. D'après elle, « La tâche des instituteurs, ces obscurs soldats de la civilisation, est de donner au peuple les moyens intellectuels de se révolter. » Institutrice passionnée et sans aucun doute passionnante, ennemie des châtiments, elle était animée par ce credo pédagogique : « Il faut

[11] Edith THOMAS, *Louise Michel ou la Velléda de l'anarchie*, Paris, 1971, p. 360.

donner aux enfants l'ardeur d'apprendre, l'amour du beau, l'horreur de devenir des tyrans ou des esclaves. »

Sans cesse, elle utilisera son talent littéraire et son réseau pour intercéder en faveur de ses compagnons de captivité, de connaissances victimes d'injustice ou dans la misère. Par contre, elle refuse catégoriquement que ses proches lui procurent quelque traitement de faveur : « Tous ou rien », sauf bien sûr quand il est question d'accompagner sa mère dans ses derniers instants. Cette intransigeance lui amènera un grand respect même de la part de certains de ses détracteurs.

Elle tente aussi de concilier témoignage et engagement : « … être actrice et spectatrice à la fois ; tenir son rôle dans le drame et garder assez de lucidité pour le contempler[12] », même si beaucoup de ses œuvres littéraires sont écrites dans l'urgence, sans relecture, apparaissant donc souvent décousues et restent parfois même inachevées en raison de ses activités militantes débordantes.

Louise Michel constitue aujourd'hui un emblème pour les féministes même si elle-même ne se considérait pas comme telle. En effet, contrairement aux principaux mouvements féministes de son temps, elle n'a jamais lutté pour l'obtention du droit de vote en raison de ses convictions anarchistes selon lesquelles les droits politiques ne sont que des leurres puisqu'à terme les gouvernements disparaitront nécessairement. De son vivant, elle suscita toutefois de violentes attaques antiféministes de la part de la presse réactionnaire notamment à cause de son activisme politique, de ses opinions et de son refus d'entrer dans le conformisme social par le mariage et la maternité, synonymes pour elle d'esclavage. Elle ne réclamait pas de luttes spécifiques pour les femmes mais des mouvements révolutionnaires et ouvriers pour tous et toutes : « les femmes ne doivent pas séparer leur cause de celle de l'humanité, mais faire partie militante de la grande armée révolutionnaire », le plus important étant l'égalité entre les hommes et les femmes. Ainsi fin 1880, elle déclarait par exemple, lors d'une conférence à l'Union des femmes socialistes à Paris : « Nous voulons le mariage libre, où l'homme ne sera plus propriétaire de la femme… Nous voulons l'instruction égale. » En 1882 lors de meetings organisés par la Ligue des femmes, également un groupe de femmes socialistes, elle incite les femmes à se mettre en grève pour gagner leur liberté, « afin que finisse infériorité, inégalité de condition, prostitution. »

[12] Edith THOMAS, *Louise Michel ou la Velléda de l'anarchie*, Paris, 1971, p. 102.

Bibliographie

Louise MICHEL, *Je vous écris de ma nuit. Correspondance générale (1850-1904),* établie et présentée par Xavière GAUTHIER, Paris, 1999.

Edith THOMAS, *Louise Michel ou la Velléda de l'anarchie*, Paris, 1971.

Edith THOMAS, *Les « Pétroleuses »*, Paris, 1963.

Joël DELHOM, « Témoigner et convertir. Flora Tristan et Louise Michel ou l'engagement comme apostolat laïque », *L'engagement à travers la vie de Germaine Tillion*, sous la direction d'Armelle MABON et Gwendal SIMON, Paris, 2013, p. 161-172.

Pierre DURAN, *Louise Michel, la passion*, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2016.

Eloi VALAT, « Femmes de la Commune de Paris. Les Louises en insurrection », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2019, p. 14-15.

Lucie DELAPORTE, Louise Michel et les Kanaks : amorce d'une réflexion anti-impérialiste, article sur Mediapart.fr, 23 août 2018.

http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24872, notice MICHEL Louise [Dictionnaire des anarchistes] par Véronique Fau-Vincenti, version mise en ligne le 6 mars 2009, dernière modification le 29 mai 2019.

Sidonie VERHAEGHE, *De la Commune de Paris au Panthéon (1871-2013) : Célébrité, postérité et mémoires de Louise Michel. Sociologie historique de la circulation d'une figure politique*, Thèse en Science politique défendue en 2016 à l'Université de Lille 2. Disponible sur : https://pepite-depot.univ-lille2.fr/nuxeo/site/esupversions/7a8eb39c-0e28-4673-857f-364d6c7714ed

Sidonie VERHAEGHE, « Les victimes furent sans nom et sans nombre ». Louise Michel et la mémoire des morts de la Commune de Paris », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 100 | 2012, mis en ligne le 15 décembre 2014, consulté le 01 juillet 2019. URL : http://journals.openedition.org/mots/20979 ; DOI : 10.4000/mots.20979

Danielle DONET-VINCENT, « Louise Michel, de la déportation à l'aventure », *Criminocorpus* [En ligne], Les bagnes coloniaux, Articles, mis en ligne le 15 décembre 2011, consulté le 27 juin 2019. URL : http://journals.openedition.org/criminocorpus/1089

http://www.ihoes.be/PDF/Commune_laboratoire_etat.pdf

http://www.ihoes.be/PDF/Analyse_80_Commune_de_Paris.pdf

http://www.terresdecrivains.com/Louise-MICHEL

http://commune1871.org/?Louise-et-les-autres-le-combat-des

http://chipluvrio.free.fr/gdes%20femmes/gdes-femmes3.html

https://books.openedition.org/septentrion/7187